

Bogdanova Raisa Andreevna

Bachelor, 4th year

MCU

Russia, Moscow

Academic supervisor: L.V. Razumova, Doctor of Philology

Associate Professor of the Department of Romance Philology

Institute of Foreign Languages, MCU

THE MODERN POLICY OF THE FRENCH STATE IN THE FIELD OF REGIONAL LANGUAGES

***Abstract.** The European charter for Regional or Minority Languages signed by France in 1999, but not ratified, has repeatedly aroused the interest of French society. In 2018, French President Emmanuel Macron reaffirmed the French government's desire to support the regional languages of France and its overseas territories. A new project to support regional languages has been called «linguistic decentralization» in the French media. The article is devoted to the analysis of the modern policy of France in the field of regional languages.*

***Keywords:** regional languages of France, European Charter for Regional or Minority Languages, language policy.*

Богданова Раиса Андреевна

Бакалавр, 4 курс

ГАОУ ВО МГПУ

Россия, г. Москва

Научный руководитель: Л.В. Разумова

доктор филологических наук

доцент кафедры романской филологии института

иностраннных языков ГАОУ ВО МГПУ

СОВРЕМЕННАЯ ПОЛИТИКА ФРАНЦУЗСКОГО ГОСУДАРСТВА В ОБЛАСТИ РЕГИОНАЛЬНЫХ ЯЗЫКОВ

***Аннотация.** Подписанная Францией в 1999 году, но не ратифицированная Европейская хартия региональных языков или языков меньшинств неоднократно вызывала интерес французского общества. В 2018 г. президент Франции Эммануэль Макрон подтвердил желание французского правительства поддержать региональные языки Франции и ее заморских территорий. Новый проект поддержки региональных языков получил во французских СМИ название «языковой децентрализации». Статья посвящена анализу современной политики Франции в области региональных языков.*

***Ключевые слова:** региональные языки Франции, Европейская хартия региональных языков или языковых меньшинств, языковая политика.*

La France est un pays à un paysage linguistique varié comprenant un certain nombre de langues régionales. Elles jouent toutes un rôle important dans la définition de l'identité des régions de France, et aujourd'hui elles sont également reconnues comme son patrimoine culturel. Du fait que les concepts de dialectes et de langues régionales trouvent des définitions ambiguës, parfois synonymes, il est nécessaire de donner une explication à ces termes. Selon la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires,

a) par l'expression «langues régionales ou minoritaires», on entend les langues:

I. pratiquées traditionnellement sur un territoire d'un Etat par des ressortissants de cet Etat qui constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population de l'Etat;

et II. différentes de la (des) langue(s) officielle(s) de cet Etat; elle n'inclut ni les dialectes de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat ni les langues des migrants;

a) par «territoire dans lequel une langue régionale ou minoritaire est pratiquée», on entend l'aire géographique dans laquelle cette langue est le mode d'expression d'un

nombre de personnes justifiant l'adoption des différentes mesures de protection et de promotion prévues par la présente Charte;

b) par «langues dépourvues de territoire», on entend les langues pratiquées par des ressortissants de l'Etat qui sont différentes de la (des) langue(s) pratiquée(s) par le reste de la population de l'Etat, mais qui, bien que traditionnellement pratiquées sur le territoire de l'Etat, ne peuvent pas être rattachées à une aire géographique particulière de celui-ci [4, p.1-2].

A. Gerd a introduit le concept de régiolect, par lequel il comprend une forme spéciale de discours oral, ayant perdu de nombreuses caractéristiques dialectales et ayant développé d'autres, nouvelles. Selon ce linguiste, cette forme, d'une part, n'a pas encore atteint le statut de langue littéraire, et d'autre part, en raison de la présence de nombreuses caractéristiques très variables, elle ne coïncide pas totalement avec la langue vernaculaire urbaine («yazik goroda»). Les régiolectes couvrent souvent les zones des anciens dialectes sans coïncider complètement avec celles-ci en incluant souvent aussi des localités de type urbain, et donc des groupes des habitants très importants d'une ethnies donnée [2, p.23].

Le concept de «dialecte» est le plus souvent compris comme variété (variante) d'une langue donnée, utilisée par un nombre plus ou moins limité de personnes liées par une communauté territoriale, professionnelle ou sociale étroite et étant en contact linguistique constant et direct, ainsi qu'un ensemble de dialectes homogènes qui présentent une relative uniformité [1, p.126]. Le terme «dialecte» était utilisé autrefois comme synonymes du terme «patois» dans un sens péjoratif, dénotant le discours incorrect commun répandu dans des zones rurales.

Aujourd'hui selon le rapport de Bernard Cerquiglini, directeur de l'Institut national de la langue française, en France on dénombre 75 langues, dont 24 représentent des langues de la population indigène [5, p.9]. Cependant, seul le français a un statut officiel, tandis que la plupart des langues régionales de France sont dépourvues de nombreuses fonctions publiques.

Les événements liés à la centralisation de l'État français ont considérablement affaibli la position des dialectes français. Ainsi, c'est au XVI^e siècle, que l'ont

mentionne pour la première fois la nécessité d'unifier la France à l'aide d'une seule et unique langue nationale. La langue latine, encore utilisée dans certaines sphères de la vie, ainsi que les dialectes locaux commencent à être supplantés de l'usage officiel.

Après avoir proclamé l'éducation universelle, gratuite et obligatoire pour les citoyens de moins de 17 ans, la Révolution française a ouvert l'accès à la forme standardisée de la langue française pour tous les citoyens du pays, ce qui a conduit progressivement au remplacement des anciennes formes linguistiques dialectales par la nouvelle – le français [3, p.111]. À la suite de la Révolution, le français est devenu la langue dominante du pays.

Au XXe siècle, les attitudes à l'égard des langues régionales ont changé peu à peu. La première preuve de ce changement nous apparaît avec l'adoption en 1951 de La Loi Deixonne, qui accordait un statut officiel à quatre langues dans le système éducatif français, dont le basque, le breton, le catalan et l'occitan. La loi Deixonne (1951) et la circulaire de M. Alain Savary (1982), parmi d'autres initiatives et textes législatifs, ont permis l'enseignement des langues régionales dans les écoles. Les élèves ont obtenu la possibilité de choisir une langue régionale comme seconde ou d'élargir leurs connaissances en la choisissant comme langue facultative pour obtenir un certificat ou un baccalauréat.

Le 5 novembre 1992, le Conseil de l'Europe a adopté la Charte des langues régionales et minoritaires dans le but de protéger beaucoup de ces formes de langage sans statut. Cependant, la France a alors refusé de signer ce document, expliquant que sa signature n'est pas possible sans modifier la Constitution française. Néanmoins, le 15 juin 1999, à Strasbourg, l'état français avait signé la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires sans la ratifier sous prétexte qu'elle contredisait l'idéologie unitaire de la France et influençait négativement l'unité et l'égalité linguistique du pays devant la loi.

En mars 2013, le ministre de la Culture et de la Communication, Mme Aurélie Filippetti, a créé le Comité consultatif pour la promotion des langues régionales et de la pluralité linguistique interne. Ce comité avait pour mission «d'éclairer les pouvoirs publics sur les modalités d'application des 39 engagements pris par la France en signant

la Charte européenne des langues régionales et de formuler des recommandations visant à favoriser la pluralité linguistique interne». Toutefois, le comité n'avait pas «pour mandat de résoudre des problèmes d'ordre constitutionnel posés par sa ratification». Son but était plutôt de «redéfinir une politique publique» en ce domaine et de «formuler des propositions» pour leur avenir. Le 15 juillet 2013, le comité a remis les conclusions de ses travaux [9]. Le rapport constatait qu'en France métropolitaine «l'usage des langues régionales et étrangères serait en constante diminution en vue de ce que les jeunes s'exprimaient de moins en moins dans une langue autre que le français». Autrement dit, le nombre de locuteurs des langues régionales était en diminution progressive, même avec le décalage de cette règle que les langues «transfrontalières» ou «intérieures» marquaient à l'époque [9].

Aujourd'hui le processus de mondialisation conduit au brouillage des frontières, ce qui amène à l'unification des cultures et à l'évincement des identités linguistiques. A cet égard, il paraît que la préservation de l'identité culturelle et linguistique des régions de France est indispensable à la préservation de l'identité française en général. Désormais, le gouvernement n'empêche pas l'utilisation des langues régionales, elles sont considérées comme un trésor national et ne sont plus perçues comme un signe d'arriération et d'analphabétisme comme auparavant. En témoigne le fait qu'en 2008, la France a ajouté un amendement à sa Constitution, qui pour la première fois constatait que les langues régionales faisaient partie du patrimoine national de la France [8].

Conformément au Rapport ministériel de 2013 sur «les langues de France», six langues régionales sont encore utilisées couramment: l'alsacien-francique-mosellan, le basque, le breton, le catalan, le corse et l'occitan. A celles-ci s'ajoutent plusieurs langues d'outre-mer, telles que le tahitien, les créoles ou le wallisien et futunien. Si elles sont recensées, elles ne sont pourtant pas officiellement reconnues. Toutefois, les langues régionales bénéficient d'une certaine visibilité dans l'espace public. Ainsi, en plus des médias locaux, France 3 et France Bleu consacrent une partie de leurs décrochages locaux aux idiomes régionaux : le corse sur France Bleu RCFM, l'occitan et le basque sur France 3 Aquitaine. Sur les panneaux d'affichage, les indications

s'affichent également dans les deux langues, bien que cela ne constitue pas une obligation mais un choix militant [6].

Il est à noter également que le 21 juin 2018, lors d'une visite à Quimper, Emmanuel Macron a partagé ses projets pour les langues régionales, exprimant sa volonté de les soutenir. Aussi, le président a-t-il promis de faire de la Bretagne une sorte de «laboratoire» de décentralisation linguistique [6].

Il est important de souligner que l'intérêt pour les langues régionales s'étend au-delà des régions de France. Les gens de différentes parties du monde étudient le breton, le corse, le basque, l'occitan et le catalan. Parmi les apprenants, il y a à la fois des enfants et des adultes.

Notons que la France est plutôt intéressée par la diffusion de la langue française à l'extérieur du pays. Il existe une organisation commerciale publique appelée Institut Français, qui vise à promouvoir la langue française et soutenir la francophonie au-delà de la France. La langue française rivalise avec succès dans une guerre non déclarée avec la langue anglaise.

En conclusion, constatons que la question de la ratification de la Charte en France a été retardée de plus de 20 ans. Cependant, l'intérêt pour les langues régionales et les cultures locales ne cesse de croître tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. La France se bat pour la préservation de la diversité linguistique sur son territoire et dans le monde entier tout en maintenant la position forte et de plus en plus croissante de la langue française standardisée. Par ailleurs, il semble que la promotion des langues régionales à côté de la langue française elle-même, rendra la France, sa culture et celle de ses régions plus visibles au niveau international. Il semble aussi que cette idée soit bien comprise par le gouvernement français actuel.

REFERENCES

1. Akhmanova O. S. Slovar lingvisticheskikh terminov. M.: «Sovetskaya entsiklopediya». – 1996. – 608 s.

2. Gerd A. S. Vvedeniye v etnolingvistiku: Kurs lektsiy i khrestomatiya. SPb.: Izd-vo S.-Peterb. un-ta. – 2001. – 488 s.
3. Razumova L. V. K probleme opredeleniya termina «Regionalnyye yazyki» // Uchenyye zapiski ZabGU. Seriya: Filologiya. istoriya. vostokovedeniye. – 2010. – №3. – S.110-115.
4. The European Charter for Regional or Minority Languages. Strasbourg: Publishing House of the Council of Europe. – 1992. – 47 p.
5. Cerquiglini B. The languages of France. Report to the Minister of National Education, Research and Technology, and to the Minister of Culture and Communication. – 1999. – 9 p.
6. Corentin L. What is the status of regional languages in France? // Liberation.fr. – Text: electronic. – URL: https://www.liberation.fr/france/2018/06/23/quel-est-le-statut-des-langues-regionales-en-france_1661183 (reference date: 07.06.2020).
7. Paumier B. Redefine a public policy in favor of regional languages and internal linguistic plurality. Report presented to the Minister of Culture and Communication by the Advisory Committee for the Promotion of Regional Languages and Internal Linguistic Plurality. – 2013. – 109 p.
8. Constitution of October 4, 1958. // Legifrance. – Text: electronic. – URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006071194> (reference date: 06.05.2020)
9. Regional and minority language policy. – Text: electronic. – URL: http://www.axl.cefanelaval.ca/europe/france-3politik_minorites.htm (reference date: 15.02.2020).